

ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transports

SOMMAIRE

Fait marquant

- Jobs, jobs, jobs : annonces du Ministre des finances sur la relance économique en faveur de l'emploi

Climat & énergie

- 3Md£ seront débloqués à court terme pour l'efficacité énergétique dans les bâtiments
- Tesla se positionne dans le stockage de l'électricité au RU
- La défiance du parti conservateur envers la Chine se renforce un peu plus dans le nucléaire civil

Environnement

- Tensions entre Edimbourg et Londres sur la question des normes environnementales et alimentaires

Industrie & commerces

- Jim Ratcliffe pourrait abandonner son projet de construction d'une usine automobile au Pays de Galles au profit d'un site français
- Deux des plus grands détaillants britanniques, John Lewis et Boots, ont annoncé 5 300 suppressions d'emplois
- Bouygues remporte un contrat BTP de 264 M€ à Londres
- Suppressions de postes chez DHL UK

Transport

- L'ouverture de la ligne directe Eurostar entre Amsterdam/Rotterdam et Londres se précise avec la signature de deux accords quadripartites
- Le Ministre des transports lance un nouveau conseil, le « comité pour la neutralité carbone des transports » (*Net Zero Transport Board*)

- L'assouplissement des règles de distanciation sociale suscite un léger regain de fréquentation dans les transports en commun

FAIT MARQUANT

Jobs, jobs, jobs - Le Chancelier a présenté le 8 juillet devant le parlement son « *economic summer update* » annonçant de nouvelles mesures de soutien à l'économie principalement centrées sur le marché du travail pour un montant pouvant aller jusqu'à 30 Mrds £. Plusieurs axes sont priorités :

- Assurer la transition du chômage partiel (*furlough* –dont le Chancelier a confirmé la suppression fin octobre) vers le retour à l'emploi. Le gouvernement met ainsi en place un paiement unique pour les employeurs de 1000£ par employé en chômage partiel reprenant le travail. Le coût de ce dispositif pourrait aller jusqu'à 9,4 Mrds £.
- Soutenir l'emploi des jeunes par des aides à l'apprentissage (2000£ par nouvel apprenti) mais aussi la prise en charge directe du salaire des 16-24 ans pendant 6 mois pour tout nouvel emploi créé. Le coût de ces mesures devrait être de 3,7 Mrds £.
- Protéger les emplois dans certains secteurs clés, l'hôtellerie et la restauration en particulier. Ceci passe par la réduction de TVA et des subventions (10 £ par tête, 3 jours par semaine en août) pour inciter la consommation dans les restaurants (4,6 Mrds £).
- Créer des emplois par un plan d'infrastructures de 5 Mrds £ (voir veille n°27 du 3 juillet), des aides à la rénovation énergétique des logements ou la réduction des droits de mutation à titre onéreux. L'ensemble de ce volet représente 12,5 Mrds £.

Cet interventionnisme inhabituel de la part d'un gouvernement conservateur, dans un pays où le chômage était de 3,4% jusqu'à récemment, continue d'étonner. Il se concentre sur l'urgence politique et sociale qu'est l'emploi avant d'être complété par un exercice budgétaire plus complet – et sans doute délicat – à l'automne.

CLIMAT & ENERGIE

3Md£ seront débloqués à court terme pour l'efficacité énergétique dans les bâtiments – le Chancelier R. Sunak a annoncé le 8 juillet que 3 Mrds £ seraient débloqués à partir de septembre pour la rénovation énergétique du parc de logement privé à travers le *Green Home Grant* (2 Mrds £) et le lancement de travaux pour améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics (1 Mrd £). Ces annonces, quoique jugées insuffisantes par certains observateurs, ont été plutôt bien accueillies pour relancer l'économie et placer le pays sur la trajectoire de la neutralité carbone d'ici 2050 tout en faisant baisser la facture d'énergie des ménages. Le versement d'aides d'un montant maximal de 5 000 £ voire 10 000 £ pour les plus démunis permettrait de relancer la demande à court terme et d'avoir des effets quasi immédiats sur l'emploi dans un secteur largement touché par la crise économique. Le secteur du bâtiment génère 1/5ème du montant total des émissions britanniques en raison d'un grand nombre de passoires énergétiques, parmi les plus élevés d'Europe. Le système tel qu'il est conçu à ce stade bénéficierait d'abord aux propriétaires en laissant de côté les locataires car les travaux ne seraient engagés qu'avant la mise en location des logements (650 000 logements seraient concernés alors que 9,5M pourraient en bénéficier). Certaines voix appellent à la mise en place d'un plan plus ambitieux qui aille au-delà de 2021.

Tesla se positionne dans le stockage de l'électricité au RU – Le géant californien vient d'équiper une [nouvelle usine de stockage d'électricité](#) dans le Dorset capable d'alimenter 17 000 foyers, soit une capacité de 15MW. Les technologies Tesla de batterie haute-capacité Megapack et le logiciel de gestion Autobidder seront utilisés par l'entreprise britannique Harmony Energy et la société espagnole FRV pour stocker l'électricité sur le site de Poole. L'électricité, d'origine renouvelable, sera produite par les fermes éoliennes environnantes et son injection dans le réseau modulée par cette nouvelle usine. En mai, Tesla avait demandé une [licence](#) de fournisseur d'électricité au régulateur Ofgem, sans préciser ses intentions. L'écosystème de Tesla connecté au réseau de distribution Southern Electric Power par le site de Poole permettrait une ouverture sur le marché croissant des technologies bas-carbone au RU. D'autant qu'Harmony Energy espère construire prochainement d'autres usines pour aboutir à un stockage électrique total de 500MW, avec un site pouvant stocker jusqu'à 99 MW.

La défiance du parti conservateur envers la Chine se renforce un peu plus dans le nucléaire civil – Un groupe de députés du parti conservateur a fait part de son inquiétude grandissante concernant [le risque sécuritaire posé par la dépendance du RU à la Chine dans le domaine nucléaire](#). Cette inquiétude s'ajoute au changement d'attitude que le Gouvernement britannique pourrait tenir à l'égard de Huawei dans le déploiement de la 5G sur le territoire britannique. La Chine est déjà engagée au côté d'EDF Energy (filiale d'EDF) dans la construction de la centrale d'Hinkley Point C (HPC) via sa société publique CGN qui apporte 3,8Md£. Outre cette participation, CGN pourrait également co-financer aux côtés d'EDF Energy, 2 nouveaux réacteurs sur le site de Sizewell C sur le modèle d'HPC et construire son propre modèle de réacteur nucléaire (Hualong) sur le site de Bradwell dans l'Essex. D'autres groupes chinois ont des intérêts dans le réseau énergétique britannique : China Huaneng Group construit actuellement une usine géante de construction de batterie dans le Wiltshire et est co-propriétaire de l'opérateur de centrale électrique Intergen. La China National Offshore Oil Corporation exploite par ailleurs certains des plus grands gisements de pétrole et de gaz de Grande-Bretagne. La Chine investit annuellement en moyenne 7,9Md £ au RU. C'est le 17e investisseur du pays. Elle a investi dans 32 projets en 2019, soit une augmentation de 23%. Les universités britanniques en 2018-2019 accueillaient plus de 120,000 étudiants chinois, plus que dans tout autre pays. Les investissements chinois s'élèvent à 50,3Md £ depuis 2000, c'est le chiffre le plus élevé en Europe avec 20% dans l'informatique et 10% dans l'énergie. Cependant, ces IDE ont baissé de 25% en trois années depuis le référendum sur l'appartenance à l'UE en 2016.

ENVIRONNEMENT

Tensions entre Edimbourg et Londres sur la question des normes environnementales et alimentaires – Selon un article récent du [Financial Times](#), le gouvernement écossais se préparerait à contester la future proposition de législation britannique relative au marché intérieur si elle conduisait à permettre au gouvernement de Boris Johnson de fixer unilatéralement de nouvelles normes alimentaires et environnementales qui s'appliqueraient à tout le RU. Alors que les compétences en matière environnementale sont en grande partie dévolues aux 4 Nations, le gouvernement écossais, s'il reconnaît la nécessité d'établir un cadre britannique harmonisé, ne souhaite pas laisser entièrement la main à Londres et menace de ne pas faire appliquer les nouvelles normes qui seraient ainsi adoptées unilatéralement. Le gouvernement écossais craint notamment que le projet de loi donne possibilité à Londres de modifier certaines réglementations en lien avec les négociations commerciales en cours comme celles relatives aux autorisations de culture d'OGM ou de normes en

matière de résidus de pesticides pour les aliments. Ce projet de loi sur le marché intérieur, qui n'est pas encore finalisé mais devrait être présenté prochainement, pourrait ainsi déclencher de fortes tensions entre Londres et Edimbourg et conduire à des actions en justice comme l'a laissé entendre le Gouvernement Ecossais.

INDUSTRIE & COMMERCE

Jim Ratcliffe pourrait abandonner son projet de construction d'une usine automobile au Pays de Galles au profit du rachat d'un site français – Propriétaire du groupe pétrochimique Ineos, le milliardaire et partisan du Brexit Jim Ratcliffe avait annoncé en 2017 vouloir diversifier encore davantage son groupe et lancer une division automobile. Celle-ci vise le développement d'un 4x4, le « Grenadier », susceptible de remporter les parts de marché du « Defender » de Jaguar Land Rover, dont la production avait été interrompue de 2016 à 2019. Jim Ratcliffe avait alors décidé de construire une nouvelle usine au sud du Pays de Galles, à Bridgend, pour l'assemblage de ce modèle. La production galloise des 25 000 Grenadiers par an devait démarrer courant 2021. Toutefois, Ineos a annoncé cette semaine être en discussion avec le groupe allemand Mercedes-Benz pour racheter son site français, l'usine mosellane d'Hambach, afin d'y produire le Grenadier. Ce changement de stratégie pourrait être amèrement accueilli par Bridgend, qui va d'ores et déjà subir la fermeture de l'usine de Ford fin 2020, menaçant quelques 1700 emplois.

Deux des plus grands détaillants britanniques, John Lewis et Boots, ont annoncé 5 300 suppressions d'emplois - 4 000 emplois sont concernés chez Boots (pharmacie) et la fermeture de 8 magasins est prévue pour John Lewis (mode et ameublement) mettant ainsi 1 300 emplois en danger. Boots serait en train de mener des consultations sur les plans de restructuration de son siège social et de ses équipes de magasins. 48 magasins Boots Opticien devraient également fermer. Les grands magasins John Lewis de Birmingham et Watford ne rouvriront pas, de même que plusieurs boutiques John Lewis At Home et celles de l'aéroport d'Heathrow et de la gare de St Pancras à Londres. John Lewis avait prévenu en mars qu'elle pourrait fermer des magasins car une chute des profits l'obligeait à réduire les primes du personnel à leur plus bas niveau depuis près de 70 ans. Les huit magasins concernés par la fermeture étaient déjà en difficulté financière avant la pandémie.

Bouygues remporte un contrat BTP de 264 M€ à Londres – L'entreprise a en effet été sélectionnée pour réaliser la 3e phase du réaménagement d'un quartier de Canning Town, à l'est de Londres. Dans le cadre des deux premières phases du projet, Bouygues avait d'ores et déjà livré 528 logements ainsi qu'un hôtel de 196 chambres. Les travaux pour la troisième phase, qui comprendrait notamment la construction de logements, bureaux, parking, centre de santé et aires de jeux, ont démarré en juin et devraient être achevés en 2024.

Suppressions de postes chez DHL UK – DHL a annoncé qu'il pourrait supprimer 40 % de ses emplois auprès des 7 usines de Jaguar Land Rover au RU, soit 2.200 postes. Il s'agit essentiellement d'intérimaires qui assurent la logistique pour ces différents sites (livraison des pièces aux entrepôts et aux lignes de production, transport des véhicules etc.). DHL a imputé cette décision au ralentissement de la production liée à l'épidémie de Covid-19 et a déclaré que l'entreprise cherchera à redéployer ces emplois sur d'autres sites.

TRANSPORT

L'ouverture de la ligne directe Eurostar entre Amsterdam/Rotterdam et Londres se précise avec la signature de deux accords quadripartites – [La signature le 7 juillet](#) de ces 2 accords (contrôle aux frontières et sûreté) entre le Royaume-Uni, la France, la Belgique et les Pays-Bas était une condition à l'ouverture de la liaison directe entre Amsterdam/Rotterdam et Londres. Elle ne devrait toutefois pas intervenir avant l'automne du fait des difficultés majeures auxquelles Eurostar fait face actuellement. Les passagers provenant de ces gares néerlandaises et se rendant à Londres sont jusqu'à présent tenus de faire un arrêt à Bruxelles pour que la *UK Border Force (UKBF)* y réalise les contrôles d'entrée sur le territoire britannique allongeant ainsi le temps de trajet de près d'une heure. Outre ces deux accords, un 3^{ème} accord bilatéral entre le RU et les Pays-Bas définira la mise en œuvre des contrôles migratoires d'entrée sur le territoire britannique effectués par les agents de l'*UKBF* dans les gares néerlandaises : c'est la signature de cet accord, devant intervenir rapidement, qui permettra formellement l'ouverture de ces lignes directes. La liaison directe entre Londres et Amsterdam constitue un vecteur de développement important pour Eurostar, très touché par la baisse sensible de voyageurs durant la pandémie, dans un contexte de relance verte et de développement des modes de transport bas carbone.

Le Ministre des transports lance un nouveau conseil, le « comité pour la neutralité carbone des transports » (*Net Zero Transport Board*) – Afin de s'assurer que la relance post-covid est « verte » et participe à la décarbonation des transports, un nouveau conseil, composé « d'experts de haut niveau », guidera l'action du gouvernement en la matière. Ce comité, dont les membres sont issus de secteurs variés (science comportementale, aviation, environnement etc.), s'est réuni pour la première fois cette semaine et conseillera le gouvernement sur les nouvelles mesures à prendre pour soutenir l'emploi et l'activité économique dans le respect des objectifs de neutralité carbone du RU. Le Ministre des transports a notamment souligné l'ambition du gouvernement de créer 2M d'emplois d'ici 2030 dans l'économie à faible intensité carbone, contre 460 000 aujourd'hui. Le comité contribuera également à l'élaboration du premier plan intermodal britannique en faveur de la décarbonation des transports, qui devrait être publié dans le courant de l'année. Parallèlement, les usagers auront l'opportunité de se prononcer sur ces mesures grâce au lancement d'une consultation publique.

L'assouplissement des règles de distanciation sociale suscite un léger regain de fréquentation dans les transports en commun – L'abaissement – de 2 mètres à 1 mètre – permet en effet d'augmenter la capacité maximale des transports publics de 15% à 25% des niveaux pré-crise. En théorie, sur les 800 usagers habituellement transportés par métro, l'assouplissement permet à 208 passagers d'embarquer contre 93 sous la règle des 2 mètres. En pratique, la fréquentation du métro londonien n'atteint pas encore 25% et semble plafonner autour de 20%. En revanche, les taux de fréquentation des bus londoniens se situent entre 30 et 40%, ce qui laisse suggérer que les mesures de distanciation physique ne sont pas toujours scrupuleusement respectées. Pour rappel, un bus à 2 étages peut faire circuler 87 passagers : 2 mètres limitait la fréquentation à 20 usagers, 1 mètre permet à 30 personnes d'embarquer. Toutefois, le Ministre des transports Grant Shapps a indiqué à la Commission des transports de la Chambre des Communes qu'un report modal au détriment des transports en commun et en faveur des trajets effectués sur les routes (véhicules particuliers, vélos) avait pu être observé. En effet, en matière de circulation de véhicules, la fréquentation est entre 75 et 85% du niveau d'avant crise en Grande-Bretagne, tandis qu'au sein de la zone de péage urbain de

Londres le nombre de véhicules en circulation est désormais revenu à sa tendance pré confinement, c'est-à-dire 100 000 véhicules par jour.

Date ¹ (weekends and bank holidays in grey)	Cars ²	Light Comm ercial Vehicle s ²	Heavy Goods Vehicle s ²	All motor vehicle s ²	Natio nal Rail ^{3,4}	Transpo rt for London Tube ⁵	Transpo rt for London Bus ^{5,7}	Bus (excl. Lond on) ^{6,8,9}	Cycling ^{10,11}
01/03/2020	103%	111%	108%	104%	96%	104%	102%	--	--
02/03/2020	102%	106%	103%	103%	94%	95%	97%	--	--
03/03/2020	101%	105%	102%	102%	95%	95%	96%	--	--
01/04/2020	32%	39%	61%	35%	5%	5%	16%	11%	113%
02/04/2020	32%	38%	60%	35%	5%	5%	16%	11%	112%
03/04/2020	34%	40%	60%	36%	5%	5%	16%	12%	113%
30/04/2020	39%	48%	67%	42%	4%	5%	--	11%	98%
01/05/2020	40%	50%	66%	44%	4%	5%	--	12%	125%
02/05/2020	38%	47%	72%	40%	4%	4%	--	12%	313%
03/05/2020	34%	42%	76%	36%	4%	4%	--	13%	263%
04/05/2020	42%	54%	70%	46%	5%	6%	--	12%	158%
01/06/2020	65%	78%	87%	69%	8%	10%	--	17%	185%
02/06/2020	65%	78%	84%	69%	9%	10%	--	18%	185%
03/06/2020	59%	74%	85%	63%	10%	10%	--	16%	120%
15/06/2020	70%	84%	92%	74%	12%	14%	32%	21%	171%
16/06/2020	68%	82%	91%	72%	13%	13%	31%	21%	147%
29/06/2020	72%	88%	96%	77%	16%	16%	33%	24%	95%
30/06/2020	73%	88%	96%	77%	15%	16%	32%	26%	127%
01/07/2020	73%	88%	97%	78%	15%	16%	32%	24%	156%
02/07/2020	73%	86%	96%	77%	14%	16%	33%	25%	158%
03/07/2020	75%	87%	96%	79%	13%	20%	41%	25%	116%
04/07/2020	82%	94%	101%	84%	13%	18%	39%	29%	179%
05/07/2020	84%	98%	105%	87%	13%	20%	39%	32%	177%
06/07/2020	79%	92%	97%	83%	13%	19%	37%	29%	140%



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Marianne CARRUBBA (commerces), Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transports), Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Hugo CORNUEL (stagiaire) et Christian FATRAS (chef de pôle)